

Finances publiques : les syndicats alertent les usagers de Pontivy

Distribution de tracts devant le Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan), lundi 6 mai. Les syndicats alertent les usagers sur les suppressions de postes et Trésoreries.

Publié le 6 Mai 19 à 16:06 | Modifié le 6 Mai 19 à 16:15

Yannick Le Sausse, de Solidaires, Patrick Ravache, de FO, Christophe Rissel, de la CGT, Hervé George, de la CFDT et Christian Le Tallec, de la CFDT, ont distribué des tracts à l'entrée du Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan), lundi 6 mai. (©Pontivy Journal)

Des représentants des syndicats **Solidaires**, **CFDT**, **CGT** et **FO** ont distribué des **tracts**, lundi 6 mai, aux usagers qui entraient dans le **Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan)**.

Tête de mort

Sur le tract noir et blanc avec une tête de mort en première page, on peut lire :

»Finances publiques, même plus l'impôt sur les os ».

»Le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ».

»40 00 emplois supprimés depuis 2002 »...

« Nous voulons alerter les usagers des dangers du projet de loi de transformation de la fonction publique. Des annonces ont été faites au niveau national par le ministre de l'Action et des Comptes publics. Mais au niveau local, rien. On a quelques bribes d'information... », résume Christian Le Tallec, secrétaire national et régional de la CFDT Finances publiques. »

Plan de démantèlement

Selon les syndicats, ce projet de loi, qu'ils qualifient de « plan de démantèlement » prévoit la suppression de toutes les trésoreries du département, « telles qu'on les connaît aujourd'hui », précise **Christophe Rissel**, secrétaire départemental de la CGT Finances publiques.

Le Morbihan compte une douzaine de Trésoreries. Certaines ont récemment fermé, comme celle de Guémené-sur-Scorff.

« Celle de Baud a été sauvée, mais des menaces pèsent toujours sur celles de Locminé et de Gourin », ajoute Yannick Le Sausse, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques. »

Les Trésoreries seraient remplacées par des Points de contacts, dans des Maisons de services au public, voire par des Fiscobus, au moment des campagnes déclaratives des impôts sur le revenu. La priorité est donnée au numérique.

Quid aussi du Centre des finances publiques de Pontivy où travaillent une cinquantaine d'agents...

« Ici, c'est encore un service de proximité, avec des humains et de l'expertise. Rien à

voir avec la télédéclaration ! »

Suppression d'emplois

On nous annonce aussi la suppression massive d'emplois. Dans le Morbihan, depuis dix ans, 25 emplois sont supprimés par an. Sachant qu'il y a environ 60 départs à la retraite chaque année dans le département... Demain ? On ne sait pas. 50 ? 100 ? 150 suppressions d'emplois par an ? Nous sommes actuellement 95 000 agents des finances publiques ; le projet prévoit qu'on ne soit plus que 45 000 », dénonce encore Hervé George, secrétaire départemental de la CFDT.

Les représentants syndicaux seront mardi 6 mai à **Auray, Vannes et Lorient**, pour distribuer des tracts.



Jeudi 9 mai, ils participeront à la manifestation nationale de la fonction publique...